



Liban - États-Unis : La II ème République, post Taëf

Deuxième partie (2/5)

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 09 janvier 2024

madaniya.info

Le duopole Rafic Hariri, le sunnite, et Hassan Nasrallah, le chiite.

Acte fondateur de la IIème République libanaise, les accords inter-libanais de Taëf, en mettant fin à la guerre civile libanaise (1975-1990), ont vu l'entrée en scène politique simultanée de deux personnalités hors du sérail politique qui domineront la vie politique libanaise depuis 1990 jusqu'à nos jours: Le sunnite, Rafic Hariri, milliardaire saoudo libanais et le moine soldat chiite, Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah.

Cette propulsion simultanée des deux personnalités dominantes des deux courants de l'Islam libanais s'est faite sous la houlette de la Syrie et la caution américaine, double bonus des États-Unis, d'une part, à Damas pour sa participation à la 1ère guerre d'Irak (1990-1991) et, d'autre part, pour l'Arabie Saoudite, pour sa contribution à l'implosion de l'Union soviétique dans la guerre d'Afghanistan (1979-1989) via les djihadistes afghans.

Principal latifundiaire du pays, propriétaire de près du cinquième de la superficie de l'un minuscule État de 10.450 km², par ailleurs propriétaire d'un empire médiatique surpassant l'ensemble du parc libanais, disposant de surcroît d'une fortune personnelle supérieure au produit national brut, monopolisant en outre l'expression politique de l'islam sunnite libanais, Rafic Hariri était d'un calibrage conforme aux spécifications de ses mentors, son parrain saoudien et le protecteur américain de la pétromonarchie. Dans un pays désarticulé et segmenté en une multitude de communautés religieuses, sa protubérance paraissait inadaptée aux structures libanaises.

A défaut de contrepoids, faute de balises, ce vizir qui se rêvait à la place du grand vizir, électron libre aux effets centrifuges, a pu paraître comme un facteur de déséquilibre, un instrument de déstabilisation pour le Liban et son voisinage immédiat.

https://www.liberation.fr/tribune/2006/02/20/le-desequilibre-fait-partie-du-legs-de-rafic-hariri_30594/

Formation paramilitaire chiite, le Hezbollah fondé en 1982 dans la foulée de la perte du sanctuaire libanais par l'OLP, ne s'est ainsi engagé dans l'arène politique que dix ans après sa création, l'année de la propulsion de M. Rafic Hariri à la tête du gouvernement libanais, en 1992, en vue de contrebalancer précisément la protubérance politique du milliardaire saoudo-libanais qui portait menace sur son espace vital.

De 1992 à 1998, soit pendant 6 ans, le duopole gouvernera le Liban, en l'absence de toute participation du leadership chrétien sinistré par l'auto décapitation de ses chefs

charismatiques et la collaboration avec Israël durant la guerre civile Libanaise.

Le sunnite, en parfait représentant du pan capitalisme financier pro américain, artisan de la reconstruction de Beyrouth détruite par la guerre, transformera le Liban un état rentier, fondant son économie sur la spéculation financière et immobilière, pour en faire le «Hong Kong du Moyen orient». Il fera un usage abondant de la «diplomatie du carnet de chèques», se bâtissant un empire médiatique à sa gloire, par la corruption des élites et certaines des grandes consciences de la gauche mondaine, se rétribuant sur les débris de la capitale en ruine pour édifier son empire immobilier SOLIDERE, le socle de son empire financier.

En sa qualité de chef de file d'un Islam impulsé par la Révolution islamique d'Iran, contestataire à l'hégémonie israélo-américaine dans la zone, le chiite, entre-temps, fera l'unité au sein de sa communauté dont il assurera la gestion en partenariat avec le chef du pouvoir législatif, Nabih Berry. Consolidant la défense du sud Liban, la principale zone de déploiement des chiites au Liban, il en fera la plate-forme de ses attaques contre Israël, en vue de faire cesser les bombardements massifs de l'État Hébreu contre cette zone frontalière qu'il ciblait pour en faire un no man's land dont il convoitait ses cours d'eau.

Israël a, en effet, constamment convoité les ressources hydrauliques arabes pour «fertiliser le désert», d'une part, selon le mot d'ordre sioniste, détournant notamment les eaux du Jourdain, dans la décennie 1960, en s'opposant à la restitution des fermes libanaises de Chebaa, surplombant les fleuves Litani, Hasbani et Wazzani au sud Liban.

L'an 2000: Année charnière

Atteint de cancer en phase terminale, le président syrien Hafez Al Assad, a veillé à verrouiller sa succession. La Syrie favorisera alors l'élection du général Émile Lahoud à la tête de l'État libanais, en 1998.

Principal obstacle à la mainmise économique du milliardaire libano saoudien sur le Liban, un des rares personnages publics libanais de premier plan à n'avoir pas succombé aux séductions matérielles de M. Hariri, Émile Lahoud, fondateur de la nouvelle armée libanaise, forgera une nouvelle doctrine stratégique privilégiant la riposte à Israël, rompant, ce faisant, avec le défaitisme ambiant de l'ère post indépendance qui réduisait l'armée à un rôle parasitaire et répressif.

Par mouvement symétrique, Hariri, l'homme lige des Saoudiens actionne le réflexe communautaire en faisant du sunnite syrien Abdel Halim Khaddam, son partenaire privilégié en affaires, pourtant un cacique du régime baasiste en sa double qualité de vice-président de la République et proconsul de Damas au Liban.

<https://www.madaniya.info/2020/03/31/syrie-abdel-halim-khaddam-le-premier-dans-lordre-de-la-trahison/>

L'an 2000 voit tout à la fois le décès de Hafez Al Assad et le triomphe militaire du Hezbollah, qui contraint Israël à un dégageant militaire du Liban, sans négociation, ni traité de paix. Dix sept ans après l'abrogation du traité de paix libano-israélien du 17 Mai 1983 par suite d'un soulèvement de la population de Beyrouth, ce fait d'armes de la formation chiite dans l'histoire militaire peu glorieuse du monde arabe contemporain, a propulsé le Hezbollah au rang de grand acteur du Moyen orient. Et, par ricochet, le Liban au rang de curseur diplomatique régional.

Un exploit comparable par son ampleur à la destruction de la Ligne Bar Lev, en 1973, lors de la guerre d'Octobre. Voire plus, en ce que la destruction de la ligne de défense israélienne sur le Canal de Suez a été le fait de l'armée du plus grand pays arabe abondamment équipé d'armement soviétique en aviation, artillerie et blindés, alors que la retraite sans gloire de l'armée israélienne du Liban s'est opérée sous les coups de boutoir non d'une armée régulière mais d'une formation paramilitaire pratiquant la guerre de guérilla. Une novation stratégique dans la polémologie du Moyen Orient.

Trois ans plus tard, le Front Oriental du champ de bataille israélo-arabe est totalement anéanti sous le double effet de l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, et l'encerclement de la Syrie, point de passage du ravitaillement stratégique du Hezbollah, sous le feu croisé de ses voisins-ennemis, Israël et la Turquie, dans une alliance de revers entre ce que la propagande atlantiste qualifiait en ces temps là de «deux grandes démocraties du Moyen Orient», alors que les États-Unis, pression supplémentaire, brandissaient leur épée de Damoclès sur la tête du régime de Damas, via la Syrian Accountability ACT.

Rafic Hariri sera tué dans l'explosion d'une voiture piégée, en Février 2005, au retour d'une mission en Irak pour le compte des Américains et des Saoudiens en vue de rallier le soutien des tribus sunnites à la guerre américaine anti baasiste.

Dans une enquête à charge, exclusivement à charge, sans soulever l'éventualité d'une piste jihadiste voire même israélienne, -ou mieux l'hypothèse d'un jeu de billards à trois bandes conçu par des caciques du régime syrien pour évincer Bachar Al Assad par le souffle de la déflagration ayant provoqué l'élimination de Rafic Hariri-, un enquêteur allemand mettra en cause la Syrie et le Hezbollah en vue de criminaliser ces deux bêtes noires de l'Occident et de faciliter ainsi la prise de pouvoir de Saad Hariri.

L'hypothèse de la piste syrienne a été évoquée par le journaliste français Richard Labévière, ancien officier de la marine et ancien directeur de la revue de la défense nationale française.

...«Rafic Hariri, «l'ami de Jacques Chirac avait été vraisemblablement tué par des Syriens, certes, mais pas par ceux que l'on croit.....»A la mort de Hafez Al-Assad, Abdel Halim Khaddam est devenu président par intérim du 10 juin au 17 juillet 2000, puis vice-président avant de faire brusquement défection et de s'installer avec sa famille à Paris.

Plusieurs sources autorisées soupçonnent ce grand dignitaire sunnite d'avoir préparé un coup d'État contre Bachar avec l'aide de Ghazi Kanaan et de plusieurs généraux de l'armée syrienne...«Avec l'appui de plusieurs services étrangers, ce cercle pro-saoudien aurait monté l'assassinat de Rafic Hariri, persuadé qu'un tel événement permettrait le renversement de Bachar al-Assad et leur prise de pouvoir», écrit Richard Labévière, à l'expertise reconnue sur le Moyen Orient.

Pour aller plus loin, cf ce lien: <http://prochetmoyen-orient.ch/syrie-reponse-a-michel-duclos/>

La Syrie et le Hezbollah sur la défensive, Israël se lance dans une nouvelle guerre de destruction du Liban, en juillet 2006, en vue de venger son retrait honteux du Sud-Liban, six ans plus tôt, d'une part; de soulager la pression sur son allié américain pataugeant dans le borbier irakien, et, de renforcer enfin le camp pro américain au Liban par la destruction du Hezbollah, d'autre part.

En vain. Ehud Olmert, le premier ministre israélien de l'époque, démissionnaire après cet échec, sera poursuivi en justice et condamné à la prison. Et les alliés de l'Amérique déconsidérés tant par la stupéfiante désertion de Saad Hariri, chef du plus important bloc parlementaire, abandonnant la population de Beyrouth dont il est l'élu, sans défense ni assistance.....à l'image du leadership sunnite arabe, lequel, fait plus grave, désertait le combat pour la Libération de la Palestine en s'engageant dans une normalisation feutrée avec Israël.

Le Tribunal Spécial sur le Liban, crée hors des normes constitutionnelles libanaises par arrangement tacite entre le premier ministre Fouad Siniora et l'ONU, en vue de juger les assassins de l'ancien premier ministre libanais, s'est disqualifié par ses dérives au point de constituer une parodie de la justice: Un procès politique sous habillage juridique pour renflouer l'héritier problématique du clan.

En initiant un combat mobile dans un circuit fermé, une novation stratégique militaire, le Hezbollah se dotait, lui, d'une stature régionale. Son deuxième fait d'armes en moins d'une décennie face à l'une des armes les plus puissantes du Monde, le propulse au pinacle de la popularité pan arabe, face à ces lilliputiens adversaires libanais.

La fin sans gloire d'un héritier problématique d'une dynastie éphémère.

Saad Hariri versus Hassan Nasrallah.

La gestion calamiteuse de l'héritier du clan Hariri: Le falot sunnite face à une légende vivante chiite de l'histoire contemporaine.

L'annonce, lundi 24 janvier 2022, par l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri de son retrait de la vie politique s'apparente, malgré les trémolos dans sa voix, à une désertion. En 17 ans de pouvoir (2005-2022) à la tête du clan, Saad Hariri a dilapidé le capital de sympathie hérité de son père, de même que son propre capital financier, réduisant son bilan à une double faillite retentissante gouvernementale et financière.

A- Le discours d'investiture.

Le signal a été donné dès le départ avec son discours d'investiture. Affligeant spectacle et consternant.

Quiconque aura assisté au discours d'investiture du plus jeune premier ministre de l'histoire du Liban, Saad Hariri, avait l'impression d'assister à un cours de lecture pour adulte analphabète. Égrenant avec difficulté des phrases écrites en gros caractères, l'homme était manifestement à la peine, au point que, faussement charitable, le président de l'Assemblée nationale libanaise, Nabih Berri, lui proposera, non sans malice, l'aide d'un lecteur confirmé.

B- Sa mandature gouvernementale: un gouvernement offshore.

Sa mandature gouvernementale a constitué, c'est là son unique titre de gloire, une rare contribution à la science politique contemporaine. Le premier cas dans l'histoire d'un gouvernement par télécommande (remote control), dans la double acception du terme, un gouvernement téléguidé par ses commanditaires saoudiens, dont il répercute les consignes par télécommande, depuis son lieu d'exil, à ses collaborateurs délocalisés au Liban.

C- De la fuite comme mode de gouvernement: «Le planqué de Beyrouth».

Grand vainqueur des élections législatives qui ont suivi le retrait syrien du Liban, en juin 2005, l'homme en guise de baptême de feu, désertera le champ de bataille durant la guerre destructrice d'Israël contre son pays, en juillet 2006.

Il traînera alors comme un boulet le sobriquet de «planqué de Beyrouth» par allusion à son exil de six semaines hors du Liban durant les bombardements aériens israéliens, alors qu'en sa triple qualité de député, chef de la principale formation politique de Beyrouth et héritier du rénovateur de la capitale libanaise, sa présence sous les bombes aux côtés de ses électeurs et néanmoins compatriotes aurait eu valeur d'exemple, l'exemple du courage dans l'adversité. Son retour à bord d'un appareil de l'armée française a accrédité l'idée d'un homme revenu au pouvoir dans «les fourgons de l'étranger».

Cet ambitieux sans substrat intellectuel récidivera à trois reprises, notamment lors de la séquence du «printemps arabe», au début de la décennie 2010.

Chef de gouvernement dûment investi mais quasiment absent du siège de son pouvoir, il ne fera escale qu'entre deux voyages, gérant à distance un pays pourtant considéré comme l'épicentre d'une zone névralgique.

<https://www.renenaba.com/saad-hariri-un-heritier-problematique-un-dirigeant-off-shore/>

Le sabordage de l'héritier du clan

L'annonce, lundi 24 janvier, par l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri de son retrait de la vie politique s'apparente, malgré les trémolos dans sa voix, à une désertion.

Mais cette décision qui pourrait provoquer le morcellement de la communauté sunnite, abandonnée à son sort, n'a pas pour autant suscité d'émotions particulières. Elle n'a pas surpris grand monde tant sa prestation gouvernementale a été piteuse tout au long des 17 ans de son magistère sunnite.

L'ex-Premier ministre avait les traits tirés, la mine fatiguée et les larmes aux yeux lorsqu'il a fait son annonce devant une poignée de membres de sa famille et de cadres de son parti, avant de prendre l'avion pour Abou Dabi, où il réside en ce moment, signifiant à tous que la page était déjà tournée: «Il n'y a aucune opportunité positive pour le Liban à l'ombre de l'influence iranienne, de la confusion sur le plan international, des divisions internes, de la montée du communautarisme et de l'effondrement de l'État.»

Son retrait de la vie politique libanaise: L'influence iranienne, exclusivement ?: Un Amnésique.

Amnésique, Saad Hariri a attribué son échec à l'influence iranienne, occultant l'ostracisme dont il a été frappé par son Maître saoudien, sa gestion hasardeuse des affaires de l'état, de même que les nombreuses forfaitures de son clan durant sa mandature.

Piqûre de rappel des plus célèbres forfaitures de son clan:

Un an après la succession de son père, l'a ignominieuse accolade de Fouad Siniora à Condoleeza Rice en pleine agression israélienne de Beyrouth, en 2006, discréditera le premier ministre de l'époque en ce que la secrétaire d'état représentait les États-Unis, un pays complice d'Israël dans la guerre de destruction de Beyrouth, en 2006.

A- L'affaire de réseau des télécommunications du Hezbollah

Fouad Siniora ruminera sa vengeance. Pour redorer son image auprès de ses mentors occidentaux et saoudien, l'ancien comptable de son mentor Rafic Hariri tentera de couper les communications stratégiques du Hezbollah, un an plus tard, en 2007, en vue de faciliter une nouvelle attaque israélienne, destinée à compenser le revers de 2006.

En prévision de cette opération, son ministre des télécommunications, Marwane Hamadé, se rend à Paris auprès de Bernard Kouchner, le transfuge socialiste ministre des Affaires étrangères, pour lui soumettre le plan consistant à couper l'ensemble du réseau du Hezbollah.

Une démarche nullement anodine mais visant un double objectif:

-Obtenir la caution de la France à l'époque présidée par Nicolas Sarkozy, un philo-sioniste notoire, au coup de force du gouvernement libanais et d'une manière adjacente informer indirectement les Israéliens du dispositif de la formation chiite. Circonstance aggravante, une mystérieuse néerlandaise gravitait dans le périmètre du ministère, dont M. Marwane Hamadé en avait la tutelle: Inneke Botter, ancien cadre supérieur de la succursale hollandaise de la firme française Orange et partenaire de la société libanaise.

Proche de la Mafia israélienne opérant en Europe centrale notamment en Géorgie et en Ukraine, elle a été démasquée par les services de renseignements russes. Elle disparaîtra des radars, sans doute sous l'effet d'une mystérieuse évaporation. Une exfiltration? Pareille forfaiture aurait été passible partout ailleurs de la Cour Martiale. Pas au Liban. Mais Beyrouth est un vaste cimetière de traîtres, en ce que ce bilan macabre n'a apparemment pas découragé les vocations tant cette activité périlleuse s'est révélée lucrative.

La manœuvre de Fouad Siniora visait à contraindre le Hezbollah de recourir au téléphone filaire de l'État Libanais ou de l'un de ses trois réseaux mobiles, tous contrôlés par les services israéliens.

Une décision considérée comme un « casus belli » par le Hezbollah qui passe à l'attaque le 7 Mai 2008, pour se dégager du nœud coulant dressé autour de son cou. En une demi journée, le Hezbollah s'emparera d'édifices publics et des domiciles privés des officiels libanais. Il désarmera les services de sécurité de l'État, neutralisant un bunker situé sous l'ancien siège de la Télévision du Futur, propriété de la famille Hariri, qui abritait un centre opérationnel des forces anglo-saxonnes et de la Jordanie.

Hasard ou préméditation? Marwane Hamadé fera l'objet d'une tentative d'assassinat et son neveu, le journaliste Gébrane Tuéni, Directeur du quotidien libanais «An Nahar», tué dans un attentat à la voiture piégée, en 2005.

<https://www.renenaba.com/gebrane-tueni-martyr-du-journalisme-de-complaisance/>

B- La séquestration au Ritz Carlton.

Fait sans pareille dans les annales diplomatiques internationales, Saad Hariri a été séquestré, dix ans plus tard, en 2017, en Arabie saoudite par le Prince héritier Mohammad Ben Salmane dans l'affaire dite du Ritz Carlton, lequel s'est appliqué à démanteler méthodiquement son empire financier Saudi Oger en guise de châtiment à sa déloyauté.

Le Hezbollah et le président Michel Aoun exigeront sa libération tandis que son propre frère

ainé, Bahaeddine, de même que ses alliés politiques, notamment Achraf Rifi, son ancien factotum à la tête des Forces de Sécurité Intérieure et Samir Geagea, chef des Forces Libanaises, faisaient des offres de service à son geôlier....

PAS UNE ONG libanaise, PAS UNE, ne protestera contre cette séquestration. Ni non plus la journaliste Paula Yacoubian, pourtant employée de la chaîne de télévision de Saad Hariri, qui se prêtera à un jeu sordide visant à démontrer que le premier ministre libanais se trouvait en Arabie Saoudite de son plein gré. Son exploit accompli –son forfait ?–Paula Yacoubian se lancera dans la politique, en se dotant d'une nouvelle virginité politique drapée dans la dignité de députée, représentante d'une organisation de la société civile.

Particulièrement malvenue la trahison de Samir Geagea, le fossoyeur du leadership chrétien et le mercenaire émérite, –des Israéliens d'abord, des Saoudiens ensuite–, celui-là même que le clan Hariri avait sorti de prison, en 2005, dans la foulée de l'assassinat du père fondateur de la dynastie éphémère.

Tuile supplémentaire: Le licenciement de plusieurs centaines d'employés de sa firme Saudi-Oger, sans indemnités réglementaires, en projetant des familles entières de son électorat traditionnel dans la précarité, –sur fond de galipettes tarifées d'une beauté sud africaine–, a donné une idée aiguë des préoccupations sociales, sociétales et humanitaires de l'homme en charge du destin de la communauté sunnite libanaise face à son rival chiite, une légende vivante de l'histoire contemporaine, à la tête d'un des plus prestigieux mouvements de libération du Tiers-monde à l'instar du FN vietnamien, des «barbudos» cubains ou du FLN algérien.

Rare cas de renonciation volontaire à la carrière politique dans le marigot libanais, ce sabotage télévisuel a constitué un suicide politique en direct, survenu de surcroît - circonstance aggravante- alors que le Liban a été transformé en un champ de ruines du fait de ses parrains, et, pour une large part, du fait de sa gestion et de celle de sa coterie.

Un blast à un moment charnière de l'histoire de la région, alors que l'Iran chef de file du groupe contestataire à l'hégémonie américano-israélo-saoudienne, parvenait à se doter du statut d'«État du seuil nucléaire» en dépit d'un embargo de plus de 40 ans; que ses alliés tenaient la dragée haute à leurs adversaires:

Le Hezbollah à Israël au sud-Liban, le Hamas et le Jihad Islamique à Gaza, les Houthistes au Yémen face à l'Arabie saoudite et à Abou Dhabi; enfin le Hashd Al Shaabi, en Irak, face aux supplétifs des Américains, les Kurdes et une fraction du leadership sunnite inféodé à la dynastie wahhabite.

L'assassinat de Rafic Hariri, première manifestation de la softwar occidentale contre le Liban

L'assassinat de Rafic Hariri a provoqué le retrait syrien du Liban et la libération de Samir Geagea, l'ancien chef des milices chrétiennes, un des grands criminels de la guerre civile libanaise, sous la pression d'un mouvement populaire initié par les ONG occidentales.....Première manifestation directe de la Softwar occidentale dans la stratégie du «regime change» initiée par les grandes fondations philanthropiques américaines.

Voir : [Liban 2005-2015: d'une «révolution» colorée à l'autre](#)

Dans cette perspective, Rafic Hariri, le milliardaire libano-saoudien, ancien partenaire de la Syrie, reconverti en fer de lance du combat anti-baasiste, est apparu rétrospectivement comme une victime majeure du discours disjonctif occidental, discours prônant la promotion des valeurs universelles pour la protection d'intérêts matériels, discours en apparence universel mais à tonalité morale variable, adaptable en fonction des intérêts particuliers des États et des dirigeants.

Il en a été de même pour son héritier. Porteur de la double nationalité libanaise et saoudienne, le saoudien Saad Hariri a été renvoyé par son employeur saoudien, tel un laquais qu'il a toujours été à leur égard.

Domage collatéral de la nouvelle version de la Softwar occidentale contre le Liban en vue d'obtenir le désarmement du Hezbollah, la fin pitoyable de Saad Hariri illustre de manière symptomatique les dangers d'une aliénation absolue et inconditionnelle à un état étranger d'un chef de gouvernement dont la mission première est la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté de son pays.

La biologie comme mode d'accession au pouvoir, le Liban, ses combats, son Histoire, tout comme l'Islam sunnite méritent mieux que cela. Les lois de l'hérédité permettent une accélération de carrière. Elles n'ont pas vocation à doter son bénéficiaire d'une compétence innée, ni de le prémunir forcément de toute médiocrité.

René Naba

La source originale de cet article est madaniya.info
Copyright © René Naba, madaniya.info, 2024

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de

l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca